

organisme existant mais qu'elle servira de véhicule à l'égard d'une assistance financière dont ont grandement besoin tous les projets existants, provinciaux et privés; qu'elle offrira des bourses d'études s'étendant à tout le vaste domaine de l'administration des ressources; qu'elle appuiera les recherches scientifiques, en particulier par l'entremise des universités, et qu'elle établira un service national de protection de la flore et de la faune et de renseignements sur les mesures de conservation, service dont nous avons grandement besoin en ce moment.

J'espère que, le moment venu, le gouvernement étudiera avec la plus grande attention cette proposition visant à l'établissement d'une fondation indépendante. L'appui du gouvernement, à mon avis, entraînerait immédiatement le versement de cotisations par des entreprises privées, dans toutes les parties du Canada, et des centaines de milliers et peut-être même des millions de dollars seraient ainsi affectés en permanence à la cause de la conservation, de la mise en valeur et de l'utilisation de ces ressources.

M. Fisher: J'aimerais féliciter le président du comité qui a fait adopter les prévisions budgétaires de ce ministère. J'ai pu participer aux délibérations du comité lorsqu'il a été question de sylviculture. J'ai été grandement impressionné de constater avec quel intérêt le comité accomplissait son travail, intérêt qui semblait en grande partie suscité par la largeur de vues du président. Le domaine d'activité qui m'intéresse le plus, dans ce ministère, c'est la sylviculture, qui tient une si grande place dans notre région. Je crois que c'est là le côté le plus important, et de beaucoup, du ministère. Si le ministre me permet un mot d'avertissement, je lui dirai de ne pas se laisser séduire par le côté "Nord canadien" de son ministère au point d'en d'oublier le rôle vraiment fondamental que ce ministère devrait jouer dans le domaine de la sylviculture. Comme il n'est pas sans le savoir, il ne s'agit pas là surtout d'un problème du grand Nord mais bien plutôt d'un problème des régions inférieures du Canada, entendons par là celles du Sud par opposition à celles du Nord.

Je me réjouis beaucoup que nous ayons un nouveau ministre, non pas tant du point de vue politique que parce que je crois qu'il était grand temps d'avoir à la tête de ce ministère une nouvelle direction, une nouvelle façon de voir les choses. Je sais pour avoir causé avec le ministre qu'il s'intéresse vivement à la sylviculture. Et j'ai été heureux d'entendre la déclaration qu'il a faite à Yorkton, lorsqu'il a dit qu'il convoquerait les ministres provinciaux responsables de ces

questions pour qu'ils puissent ensemble en discuter dans un avenir rapproché.

Quelques-uns des préopinants ont souligné l'importance de la conservation. Je ne veux pas critiquer leurs déclarations ni ce qu'ils veulent faire croire. Dans l'ensemble, on peut y souscrire. Mais je leur signale que le Canada se soucie de la conservation depuis 70 ou 80 ans. De grandes réunions ont eu lieu à ce sujet même avant la première Grande Guerre. L'une des plus importantes s'est tenue à Ottawa en 1911. Les Canadiens éclairés se sont toujours préoccupés de la conservation. Une des difficultés tient peut-être à la trop grande fréquence des conférences sur la conservation, au caractère trop général des discussions, et au manque de travaux concrets.

Je voudrais signaler au ministre des déclarations d'un homme qui est entré au gouvernement fédéral au service de la sylviculture dès la première décennie de ce siècle. Il est aujourd'hui l'un des millionnaires les mieux connus du Canada. Je veux parler de M. H. R. MacMillan, autrefois sylviculteur du gouvernement canadien. L'an dernier, pour marquer le 50^e anniversaire de la profession sylvicole au Canada, M. MacMillan a prononcé un discours à l'université de Toronto. Il a exposé un certain nombre de points fort intéressants qui méritent, à un degré exceptionnel, d'être étudiés du point de vue politique. Il a d'abord développé un thème que j'approuve de tout cœur. C'est que notre vif souci de l'agriculture au cours des siècles écoulés depuis les origines du Canada nous a fait perdre de vue le fait que des aspects aussi importants ou même encore plus importants de notre économie et de notre industrie ont été négligés.

Je crois,—et c'est, à mon avis, ce que M. MacMillan a laissé entendre,—que les milieux agricoles ont pu exercer une pression politique plus forte et plus efficace. M. MacMillan a dit ceci:

Notre population n'étant pas bien renseignée, elle manque du sens de sa responsabilité à l'égard des peuplements forestiers de la présente et de la prochaine génération. Ce doit être la raison pour laquelle l'industrie forestière est la seule des grandes industries nationales de base qui ne touche pas de subventions (elle n'en réclame aucune), et manque des moyens de réinvestissement nécessaires pour maintenir sa productivité, bien que, chaque année, l'industrie forestière, comparativement à l'agriculture ou l'extraction minière, verse le montant de salaires le plus élevé, crée un pouvoir d'achat total plus fort, contribue bien davantage à une balance commerciale favorable, soutienne les exportations les plus fortes et donne lieu, directement ou indirectement, à l'impôt sur le revenu le plus important. Notre gouvernement national dépense chaque année pour...